

Unité départementale de Rouen-Dieppe  
1, rue Dufay  
76100 Rouen

Rouen, le 21/05/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 22/04/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SAS HIGHWAY FRANCE LOGISTICS 8**

46, rue de Lagny  
93100 Montreuil

Références : UDRD.2026.04.R.100  
Code AIOT : 0005804051

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/04/2026 dans l'établissement SAS HIGHWAY FRANCE LOGISTICS 8 implanté Boulevard de l'île aux oiseaux 76530 Grand-Couronne. L'inspection a été annoncée le 14/04/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection du 22 avril 2026 a été l'occasion pour l'inspection des installations classées de constater l'achèvement du chantier de déconstruction du site, la mise en lot des déblais afférents, ainsi que d'évaluer la performance de la barrière hydraulique.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAS HIGHWAY FRANCE LOGISTICS 8
- Boulevard de l'île aux oiseaux 76530 Grand-Couronne
- Code AIOT : 0005804051

- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SAS HIGHWAY FRANCE LOGISTICS 8 disposait sur son site de Grand-Couronne d'un entrepôt couvert destiné au stockage de matières et produits combustibles divisé en 4 cellules de 5900m<sup>2</sup> louées à 4 locataires différents. Un incendie s'est déclaré dans l'entrepôt depuis la cellule n°1 le 16 janvier 2023, détruisant entièrement 3 des 4 cellules.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Accident
- Pollution
- Récolement

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Déchets
- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Sites et sols pollués

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                               | Référence réglementaire  | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|---|--|--|--|-----------------------|
| 1  | Conditions de rejet                             | Arrêté Préfectoral du 28/07/2023, article 2.2 de l'annexe modifiée | /  | Mise en demeure, respect de prescription   | 15 jours              |
| 2  | Mesures de confinement de la pollution          | AP de Mesures d'Urgence du 28/07/2023, article 2.1 de l'annexe     | /  | Mise en demeure, respect de prescription   | 15 jours              |
| 3  | Gestion et traitement des eaux de ruissellement | Arrêté Préfectoral du 28/07/2023, article Titre 3 de l'annexe      | Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant  | Demande d'action corrective  | 10 jours              |

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                   | Référence réglementaire                          | Autre information        |
|----|-------------------------------------|--|--------------------------|
| 4  | Déconstruction                      | Arrêté Préfectoral du 18/09/2025, article 1er    | Sans objet               |
| 5  | Retrait des déchets de la cellule 1 | AP de Mise en Demeure du 07/10/2024, article 1er | Levée de mise en demeure |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

À l'issue de la visite d'inspection du 22 avril 2026, l'inspection des installations classées autorise le départ, sur la base de ses constats et des informations communiquées par les sociétés SEREA et CARDEM, des bétons impactés par l'incendie et du SIPOREX (béton cellulaire) vers les filières de traitement agréées, en plus de confirmer l'autorisation d'évacuation des métaux, bétons non impactés et des résidus de curages des bureaux. L'exploitant s'assurera de disposer d'un équipement d'appréciation du tonnage des déblais envoyés en traitement, conformément à l'article 1.7 annexé à l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2023.

Au sujet de la barrière hydraulique actuellement exploitée par la société COLAS, sous maîtrise d'œuvre d'IDDEA, consécutivement aux valeurs de débit de pompage relevés depuis début avril et du faible taux d'abattement dont fait preuve l'unité de traitement des eaux souterraines ces dernières semaines, **l'inspection des installations classées propose à la signature de Monsieur le préfet de la Seine-Maritime un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure.** L'amélioration du débit de la barrière est attendu d'ici le 30 juin 2026 au plus tard.

Par ailleurs, l'inspection des installations classées propose l'obturation d'une partie des réseaux d'eau pluviale afin de déterminer l'incidence du drain agricole périphérique sur ce réseau. Dans cette attente, il est demandé à l'exploitant de poursuivre le pompage et le traitement des eaux issues de ces réseaux.

Pour ce qui concerne les eaux présentes dans le poste de refoulement Sud-Est, l'inspection des installations classées confirme que le suivi est à poursuivre. Du fait du très faible impact en lithium dans ces eaux, l'inspection accède à la requête de la société SAS HIGHWAY FRANCE LOGISTICS 8 de faire suivre mensuellement par COLAS les concentrations en lithium au droit de ce poste de refoulement.

Également, l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de faire reprendre au plus vite l'évacuation des eaux de régénération stockées temporairement dans les 2 bâches souples du site. En l'absence d'évolution dans les 15 jours, l'inspection des installations classées pourra être amenée à proposer une suite administrative.

Enfin, consécutivement aux constats d'évacuation des déchets présents dans la cellule n°1 et de réparation provisoire de la dalle béton, l'inspection des installations classées considère que l'article 1<sup>er</sup> des arrêtés préfectoraux de mise en demeure du 07 octobre 2024 pris à l'encontre des sociétés BOLLORE LOGISTICS et BLUE SOLUTIONS- est respecté et propose à Monsieur le préfet de la Seine-Maritime de procéder à une levée partielle desdits arrêtés.

Les autres articles de ces deux actes, et notamment l'article 2 portant sur l'élimination de la pollution au lithium des eaux souterraines, restent pleinement applicables.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Conditions de rejet****Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 28/07/2023, article 2.2 de l'annexe modifiée**Thème(s) :** Risques accidentels, Taux d'abattement**Prescription contrôlée :**

Le rejet après traitement est effectué en Seine via les réseaux existants. La réinjection de l'eau en nappe est interdite.

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- Température : < 30 °C
- pH : compris entre 5,5 et 8,5
- Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/L.

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet au milieu naturel des eaux souterraines, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies et mesurées sur effluent brut non décanté après traitement (moyen 24h) et avant tout mélange ou toute dilution.

| Paramètre | Concentration à respecter avant rejet (moyen 24h) |
|-----------|---|
| [...]     | [...]   |
| Lithium   | 25 µg/L (*)                                       |
| [...]     | [...]   |

(\*) En cas de non atteinte de la concentration de 25 µg/l, le rejet en Seine est autorisé sous réserve de justifier d'un abattement supérieur à 80 % et d'une concentration en lithium dans la Seine ne dépassant pas 20 µg/L en prenant en considération le débit quinquennal d'étiage de la Seine de 197 m³/s.

Particulièrement, le lithium fait l'objet d'un prélèvement en entrée de l'équipement de traitement de l'eau, de sorte à pouvoir justifier que le taux d'abattement du lithium atteint par l'équipement respecte les valeurs limites de rejet ci-dessus.

**Constats :**Performance du traitement

Par courrier électronique, le représentant de la société SAS HIGHWAY FRANCE LOGISTICS 8 a transmis à l'inspection des installations classées le dernier compte-rendu de suivi de la barrière hydraulique opérée par la société COLAS sous maîtrise d'œuvre IDDEA (version du 30 avril 2026).

**Non-conformité n°1 :** depuis la précédente visite d'inspection, la société COLAS a obtenu les per-

performances d'abattement du lithium en sortie de traitement suivantes :

04 mars 2026 : 93%

11 mars 2026 : **-23%**

18 mars 2026 : **-100%**

25 mars 2026 : **16%**

1er avril 2026 : **22%**

08 avril 2026 : **19%**

15 avril 2026 : **-97%**

22 avril 2026 : 87%

Sur ces 8 semaines, les résultats d'analyses en sortie de traitement de 6 d'entre elles mettent en exergue une sous-performance de l'unité, incapable d'atteindre un abattement de 80% du lithium avant le rejet en Seine des eaux traitées. **Aussi, devant la forte versatilité des résultats obtenus par l'unité de traitement, non conforme 75% de la période considérée, et en l'absence de certitude sur leur conformité future, l'inspection des installations classées propose à la signature de Monsieur le préfet de la Seine-Maritime un arrêté préfectoral de mise en demeure visant un retour en conformité du site sur ce point.** L'inspection des installations classées se réserve la possibilité de mener des contrôles inopinés en entrée et sortie de traitement, aux frais de la société SAS HIGH-WAY FRANCE LOGISTICS 8.

La société COLAS justifie ces dépassements par l'augmentation des débits de pompage et de la concentration en lithium rencontrée dans le regard d'eau pluviale n°5 (n°22 d'après le dossier des ouvrages exécutés (DOE) du site). Ainsi, le prestataire avance que les filtres de résines à cations faibles et forts ont pu se saturer plus rapidement qu'en début d'exploitation, lorsque les débits et les concentrations rencontrés sur le regard n°5 étaient plus faibles. Il prévoit la mise en place d'un suivi pH plus récurrent destiné à suivre l'état de saturation de chaque filtre. L'inspection note que la performance de traitement du 15 avril correspond à un moment où le débit de pompage était faible, ce qui tend à montrer qu'il existe d'autres facteurs que ceux incriminés, et rappelle que l'exploitant précédent de la barrière obtenait de meilleurs résultats avec les mêmes puits de pompage et parvenait à respecter les normes de rejets.

**Commentaire n°1 :** l'inspection des installations classées considère ces dépassements récurrents comme la conséquence de la recherche par le prestataire COLAS, sous maîtrise d'œuvre IDDEA, d'un optimum de régénération aux fins de diminution des coûts de fonctionnement de la barrière hydraulique. Cette recherche du meilleur compromis ne doit pas s'effectuer au détriment de la qualité du traitement, raison pour laquelle l'inspection des installations classées enjoint à l'exploitant de faire prendre toute mesure nécessaire pour maintenir le taux de traitement dans des valeurs acceptables (cf constat n°3 du présent rapport).

#### Bâches souples de stockage des résidus de traitement

Au cours de la visite, l'inspection des installations classées a constaté la présence d'eau dans les 2 bâches du site, dans une plus grande quantité que lors de la visite du 04 mars 2026. Le tableau de suivi de la société COLAS indique que la dernière évacuation d'environ 25 tonnes d'eaux de régénération de ces bâches a eu lieu le 03 avril 2026 par citerne routière. Aucune évacuation ne semble avoir été menée depuis, tandis que le mois de mars 2026 voyait l'évacuation de 3 citernes routières par semaine.

Ces 2 bâches souples représentent des stockages temporaires contenant un mélange d'acide chlorhydrique et de lithium concentré dont il appartient à l'exploitant d'en contrôler la dangerosité et d'éviter toute pollution de l'environnement (article 1.6 alinéa 4 annexé à l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2023 modifié). L'inspection rappelle que ces bâches ont fait l'objet par le passé de dégradation malveillante (lacération), de fuite au droit du raccord et de presque accident (chute de peuplier lors de la tempête de la semaine 1 de 2026).

**Demande n°1** : l'inspection des installations classées enjoint à la société SAS HIGHWAY FRANCE LOGISTICS 8 de faire procéder à l'évacuation de ses eaux de régénération, dans la continuité de sa demande n°2 mentionnée dans le rapport de la visite d'inspection du 14 janvier 2026. Sans reprise rapide de l'élimination de ces déchets aqueux, l'inspection des installations classées pourra être amenée à proposer à Monsieur le préfet de la Seine-Maritime un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure.

**Type de suites proposées** : Avec suites

**Proposition de suites** : Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais** : 15 jours

## N° 2 : Mesures de confinement de la pollution

**Référence réglementaire** : AP de Mesures d'Urgence du 28/07/2023, article 2.1 de l'annexe

**Thème(s)** : Risques accidentels, Performance de la barrière hydraulique

**Prescription contrôlée** :

**Avant le 30 septembre 2023**, l'exploitant met en œuvre le confinement prévu par le protocole en date du 11 juillet 2023 et référencé 23B950032BH.

**Avant le 15 août 2023**, l'exploitant réalise un nouvel essai de pompage et de traitement à l'aide du dispositif de traitement prévu par le protocole pour valider la performance du traitement. Les eaux de cet essai sont stockées sur site dans l'attente des résultats d'analyses qui doivent être transmis à l'inspection **avant le 15 septembre 2023**.

Les bons de commande correspondant à la mise en place de ce confinement sont transmis à l'inspection des installations classées **avant le 10 août 2023**.

Ce confinement a pour objectifs d'éviter la propagation de la pollution identifiée dans la nappe alluviale au droit du site sinistré (notamment au lithium).

Le confinement hydraulique est constitué de puits de pompage, de pompes et de piézomètres de surveillance en nombre suffisant pour contenir au droit du site les eaux souterraines impactées par le lithium .

Les puits de pompage sont répartis de manière à créer des cônes de dépression se chevauchant, et ce afin d'empêcher le déplacement de la pollution vers la zone portuaire et la Seine.

Les puits de pompage sont reliés à une unité de traitement avant rejet en Seine.

Sauf périodes de maintenance des installations de pompage et/ou de traitement ou périodes de tests de l'éventuel effet rebond, les forages et les installations de traitement fonctionnent en permanence afin de permettre un confinement efficace de la pollution et un rejet conforme au milieu naturel. Tout arrêt fait l'objet d'une information auprès de l'inspection des installations classées.

Le protocole et un bilan du premier mois de fonctionnement du confinement et de la surveillance des eaux souterraines est soumis à l'avis d'un hydrogéologue agréé mandaté par l'exploitant **avant le 15 novembre 2023** dans le but de déterminer la suffisance du confinement mis en œuvre et la suffisance de la surveillance mise en œuvre.

#### Constats :

Dans son rapport du 15 janvier 2024, l'hydrogéologue agréé mandaté par la société SAS HIGHWAY FRANCE LOGISTICS 8 statuait que "cette barrière assure pleinement sa fonction hydraulique avec un débit d'exploitation compris entre 3,7 et 7m<sup>3</sup>/h".

**Non-conformité n°2 :** depuis le 09 avril 2026, le débit de pompage cumulé des 18 puits de la barrière hydraulique a chuté sous le seuil plancher de 3,7m<sup>3</sup>/h, oscillant autour de 2,5 m<sup>3</sup>/h. Le dernier débit à disposition de l'inspection des installations classées s'élève à 1,9 m<sup>3</sup>/h le 30 avril 2026. **En conséquence, l'inspection des installations classées propose à la signature de Monsieur le préfet de la Seine-Maritime un arrêté préfectoral de mise en demeure visant un retour en conformité du site sur ce point.**

**Demande n°2 :** l'exploitant prendra les dispositions techniques nécessaires pour assurer un débit horaire minimal de 3,7 m<sup>3</sup> permettant de contenir les eaux souterraines impactées par le lithium au droit du site d'ici le 30 juin 2026.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 15 jours

#### N° 3 : Gestion et traitement des eaux de ruissellement

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 28/07/2023, article Titre 3 de l'annexe

**Thème(s) :** Risques chroniques, Pompage des réseaux

#### Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 04/03/2026
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant



- date d'échéance qui a été retenue : 01/04/2026

#### **Prescription contrôlée :**

L'exploitant SAS HIGHWAY FRANCE LOGISTICS 8 s'assure en tout temps de maintenir un niveau d'eau dans les réseaux de son site sis à Grand-Couronne le plus bas possible, conformément à la gestion et au traitement décrits dans son arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 07 mars 2023.

L'exploitant veille à ce que les eaux situées dans le regard Sud-Est de l'installation, à proximité de la cellule n°4, fassent l'objet du même traitement.

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées avant le 31 juillet un compte-rendu détaillant le débit de pompage de ces eaux, les valeurs atteintes, l'exutoire sélectionné ainsi que le planning de rejet.

L'exploitant SAS HIGHWAY FRANCE LOGISTICS 8 a la possibilité de soumettre à l'inspection des installations classées une demande d'arrêt du traitement des eaux présentes dans les réseaux de son site une fois les opérations de déblais réalisées.

#### **Constats :**

##### Pompage dans les réseaux d'eaux pluviales

Comme indiqué supra, la société COLAS émet comme hypothèse que le pompage des réseaux d'eaux pluviales serait la cause probable du traitement insuffisant opéré par la barrière hydraulique. Elle propose dans son dernier tableau de suivi du traitement de *"limiter le débit de pompage dans le regard n°5 (n°22 dans le DOE site) afin d'augmenter le temps de saturation des filtres, sans quoi et sur retour du suivi pH qui sera mis en place semaine 15, la fréquence des régénérations pourrait être revue à la hausse."*

**Commentaire n°2 :** l'inspection des installations classées confirme qu'il n'est pas envisageable de réduire le pompage des réseaux d'eaux pluviales du site et confirme qu'il appartient au prestataire COLAS de multiplier si nécessaire les régénérations pour atteindre les valeurs limites imposées par les arrêtés préfectoraux encadrant le site le cas échéant, comme déjà rappelé par la demande n°1 formulée à l'issue de la visite d'inspection du 04 mars 2026.

##### Poste de refoulement Sud-Est

Dans ses courriers électroniques des 26 mars et 27 avril 2026, le représentant de la société SAS HIGHWAY FRANCE LOGISTICS 8 a présenté à l'inspection des installations classées la configuration et l'historique de relevés de concentrations du regard "poste de refoulement" à l'extrême Sud-Est du site. Pour rappel, ce regard n'est pas relié au réseau d'eaux pluviales et semble d'après le plan des réseaux humides issu du DOE du site et des dires de l'exploitant, recueillir les eaux issues de drains présents sous les cellules C3 et C4. D'après l'exploitant, ces drains captent les eaux souterraines, probablement pour éviter les sous-pressions sous les fondations et/ou la dalle.

Du fait du confinement de la nappe phréatique en aval hydraulique par l'entremise de la barrière hydraulique, des faibles concentrations en lithium recensées (53µg/L selon un prélèvement du 28 janvier 2026) et de l'isolement de ce regard, l'exploitant propose la mise en place d'un suivi men-

suel des concentrations en lithium en lieu et place d'un pompage pour traitement.

**Commentaire n°3 :** à date, du fait de la très faible concentration en lithium sur ce poste de refoulement, l'inspection des installations classées accepte la proposition de l'exploitant, consistant en un suivi mensuel des concentrations en lithium du poste de refoulement situé au Sud-Est du site, sans reprise par pompage et transfert dans le regard d'eaux pluviales n°1bis. Les résultats d'analyses mensuels feront l'objet d'une transmission régulière auprès de l'inspection. Par ailleurs, l'inspection des installations classées précise que cette position pourra être amenée à évoluer sur la base d'une variation de la concentration en lithium dans ce regard, ou de l'évolution du site dans son ensemble (démolition des dalles des cellules C3 et C4, etc.).

#### Communication eau de nappe / réseau d'eaux pluviales

Plusieurs parties intéressées au dossier ont mentionné par le passé l'hypothèse d'une communication des eaux de la nappe marquées au lithium avec celles présentes dans le réseau d'eau pluviale. L'inspection des installations classées observe que le plan des réseaux EP, EU et drains issu du DOE de 2009, mis à jour en mai 2026, met en évidence un second drain agricole, distinct du réseau d'eau pluviale, contournant l'entrepôt sur ses 4 faces, passant à proximité des piézomètres les plus marqués au lithium et se déversant directement dans le regard EP5 (n°22 selon le DOE). L'existence de ce drain et son débouché dans le regard EP5 pourraient être à l'origine de la recharge en eau constante de ce regard et ce malgré l'absence d'épisodes pluvieux, à des concentrations en lithium élevées.

**Demande n°3 :** pour objectiver ces éléments, l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de procéder d'ici fin mai à l'obturation du réseau pluvial entre les regards n°22 (EP5) et n°24 côté Est, et entre les regards n°22 (EP5) et n°21 côté Ouest, pour ne laisser arriver dans le regard n°22 (EP5) que les eaux provenant des drains. L'exploitant se chargera alors de relever les hauteurs d'eau, les débits et les concentrations en lithium dans les regards n°21, n°22 et n°24 pour en établir une étude comparative dans le temps. L'exploitant profitera des résultats obtenus pour proposer une évolution du protocole de pompage des réseaux d'eaux pluviales. Ces manipulations n'affranchissent pas l'exploitant de poursuivre le pompage des eaux collectées dans les 3 regards n° 21, 22 et 24, et le traitement de ces eaux.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 10 jours

#### **N° 4 : Déconstruction**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 18/09/2025, article 1er

**Thème(s) :** Risques chroniques, Achèvement des travaux de déconstruction

**Prescription contrôlée :**

*Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 27 juin 2024 sont remplacées par les dispositions suivantes :*

« La date limite d'achèvement des travaux de déconstruction et de gestion des déblais issus de l'incendie du 16 janvier 2023 fixée à l'article 1.1 du Titre 1 de l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2023, est portée du 31 mars 2024 au **31 décembre 2025**. **Un bon de commande relatif aux travaux de déconstruction et de gestion des déblais est remis à l'inspection des installations classées avant le 15 octobre 2025.**

*La date limite de transmission d'un mémoire de fin de travaux visé à l'article 1.10, listant notamment les justificatifs de traitements des déchets générés pour le traitement de la zone sinistrée, est portée du 30 juin 2024 au **31 mars 2026**.*

*La date limite de transmission d'un rapport de diagnostic des sols et des sous-sols au droit de la zone sinistrée fixée à l'article 1.11.1 du Titre 1 de l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2023, est portée du 31 mars 2024 au **31 mars 2026**.*

*La date limite de transmission d'un plan de gestion des pollutions de la zone sinistrée, accompagné suivant les conclusions du schéma conceptuel d'une interprétation de l'état des milieux (IEM), fixée à l'article 1.11.2 du Titre 1 de l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2023, est portée du 31 mars 2024 au **30 juin 2026**. »*

#### **Constats :**

L'inspection des installations classées a constaté au cours de la visite du 22 avril 2026 l'achèvement des travaux de démolition du site, ayant donné lieu à un regroupement des déblais par matériaux et provenance sur les dalles des zones démolies et le parking Ouest du site. Seuls la cellule n°4, les bureaux administratifs attenants aux cellules n°3 et n°4 et le local technique afférent au système d'extinction automatique avec ses 3 cuves restaient sur pied, sans objectif de démolition à ce stade.

Ainsi, les déblais issus de la déconstruction rassemblés en tas se composent de :

- (a) métaux,
- (b) résidus de curages des bureaux (laine minérale, plaques de plâtre, ameublement, etc.),
- (c) bétons non impactés par l'incendie (bureaux C1/C2, local chaufferie C2/C3), hors murs mitoyens avec l'entrepôt,
- (d) bétons des cellules impactées par l'incendie, dont les murs mitoyens susmentionnés, les soubassements et poutres intercellules, ainsi que les premiers bétons rassemblés par la société CHARIER fin 2023,
- (e) morceaux de béton cellulaire composant les murs coupe-feu intercellules dits "SIPO-REX",
- (f) cendres provenant des produits stockés calcinés,
- (g) terres excavées issues de l'aménagement sur site de 5 piézomètres en mars 2023 (Pz1 à 5), dites "cuttings piézo" (une dizaine de big-bags environ)

Par courrier électronique en date du 23 avril 2026, l'inspection des installations classées a donné son accord pour procéder à l'évacuation :

- (a) des métaux (estimation à 160 tonnes), pour un recyclage en hauts fourneaux. Il a été demandé spécifiquement à l'exploitant pour les tas 1 et 2 d'extraire les restes de matériels électriques (dont les batteries) des 6 chariots élévateurs présents, pour les regrouper avec le tas de cendre n°6 contenant déjà des batteries au plomb. Leur évacuation est prévue au cours des semaines 19 et 20,
- (b) des résidus de curages de bureaux (estimation à 200 tonnes), après séparation des plaques de plâtres nécessitant un exutoire adapté. La filière de traitement retenue sera communiquée à l'inspection des installations classées, avec les certificats d'acceptation préalable,
- (c) des bétons non impactés par l'incendie (estimation à 110 tonnes). Leur évacuation est prévue au cours des semaines 19 et 20.

Dans tous les cas, les certificats d'acceptation préalable seront fournis à l'inspection, ainsi que les bons de pesée et/ou bordereaux de prise en charge de déchets seront communiqués à l'inspection des installations classées.

Sur demande de l'inspection des installations classées, le maître d'œuvre SEREA en charge du suivi du chantier a présenté par courrier électronique du 29 avril 2026 un ensemble de rapports d'analyses menés sur les matériaux impactés par l'incendie ainsi que les filières de traitement envisagées, en complément des éléments déjà présentés à l'inspection au cours de la visite d'inspection du 22 avril 2026. Il ressort de ces documents les propositions de traitement suivantes :

- (d) seule la surface des bétons impactés par l'incendie ayant pu être touchée par des projections métalliques, la concentration maximale en métaux (13 recherchés dont le lithium) rapportée au tonnage global des bétons conduit à estimer la teneurs en métaux sur matériaux bruts à 2,48 mg/kgMS pour l'ensemble des 13 métaux recherchés (0,58 mg/kg MS pour le lithium). Les essais de lixiviation étant par ailleurs satisfaisants, il est proposé le concassage et le recyclage des ces matériaux en vue de leur réemploi (estimation à 850 tonnes), sous réserve des résultats PFAS en attente,
- (e) de la même manière, le prestataire destine les éléments SIPOREX à un site de regroupement et préparation en vue de leur envoi en cimenterie (estimation à 28 tonnes), sous réserve des résultats PFAS en attente,
- (f) les modalités d'évacuation des cendres ne sont pas encore confirmées. L'option étudiée est l'enfouissement en installation de stockage de déchets dangereux,
- (g) *les analyses présentées à l'inspection des installations classées ne portent pas sur tous les big-bags présents. L'exploitant est appelé à correctement identifier l'ensemble des bigbags de cuttings présents sur le site (issus de la pose des piézomètres 1 à 5, mais aussi des puits de dimensionnement de la barrière hydraulique), à réaliser des analyses sur les bigbags non encore analysés, et proposer à l'inspection des installations classées une filière de traitement.*

**Commentaire n°4 :** l'inspection des installations classées donne son accord, selon les modalités présentées par les sociétés SEREA et CARDEM et sous réserve de la conformité des résultats d'analyse PFAS en attente et de fourniture des certificats d'acceptation préalable émis par les centres de traitement, à l'évacuation des bétons impactés (d), et des SIPOREX (e) du site. L'inspection des installations classées attend des compléments d'information concernant les filières de traitement projetées pour les cendres (f) et les cuttings (g) (en plus d'un complément d'analyse pour ces derniers) avant de donner son accord pour leur évacuation. Par ailleurs, la majorité des bétons étant armés, le prestataire s'assurera de valoriser les métaux qu'ils contiennent, de préférence selon les mêmes modalités de traitement qu'au point (a).

**Commentaire n°5 :** interrogé en séance par le représentant de l'exploitant sur la mise en place d'un pont de pesée (article 1.7 annexé à l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2023), l'inspection des installations classées confirme la nécessité de mettre en place un équipement de pesée (pont ou tout autre moyen équivalent) destiné à garantir les tonnages au départ du site, certifié par l'édition de bons de pesées.

**Non-conformité n°3 :** l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2023 modifié fixe la date limite de transmission d'un mémoire de fin de travaux listant notamment les justificatifs de traitements des déchets générés pour le traitement de la zone sinistrée ainsi que d'un rapport de diagnostic des sols et des sous-sols au droit de la zone sinistrée au 31 mars 2026. Si l'inspection des installations classées a bien été destinataire d'un premier rapport d'étude incomplet (rapport IDA250263-2 du 20 mars 2026) portant sur la recherche de solutions pour la gestion des impacts en lithium dans les sols et eaux souterraines, Elle reste dans l'attente de la réception d'un mémoire de fin de travaux. Pour autant, l'inspection des installations classées ne propose pas à ce stade de mise en demeure à Monsieur le préfet de la Seine-Maritime, étant constaté le retard de plus de 4 mois dans l'achèvement des travaux de déconstruction et de gestion des déblais d'une part, et la poursuite pragmatique du sujet par l'exploitant d'autre part.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 5 : Retrait des déchets de la cellule 1

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 07/10/2024, article 1er

**Thème(s) :** Risques chroniques, Evacuation des déchets C1 par Blue Solutions et Bolloré Logistics

**Prescription contrôlée :**

La société BLUE SOLUTIONS (SIREN 421090051), dont le siège social est sis Odet 29500 ERGUE-GABERIC, est mise en demeure de respecter les articles L.541-2 et L. 541-23 du code de l'environnement en faisant procéder au retrait des déchets issus de l'incendie de ses batteries usagées de la cellule 1 de l'entrepôt de GRAND-COURONNE survenu le 16 janvier 2023 avant le 31 décembre 2024.

À ce titre, un bon de commande relatif à ce retrait est remis à l'inspection des installations classées avant le 30 octobre 2024.

La société BOLLORE LOGISTICS (SIREN 552088536), dont le siège social est sis 31 quai de Dion Boutton 92800 PUTEAUX, est mise en demeure de respecter l'article L. 541-23 du code de l'environnement en participant solidairement, en tant que personne ayant pris en charge des déchets sans y être autorisée, au retrait des déchets issus de l'incendie de batteries usagées de la cellule 1 de l'entrepôt de GRAND-COURONNE survenu le 16 janvier 2023 **avant le 31 décembre 2024.**

À ce titre, un bon de commande relatif à ce retrait est remis à l'inspection des installations classées **avant le 30 octobre 2024.**

**Constats :**

A l'issue de la visite du 02 juillet 2025, l'inspection des installations classées a constaté l'évacuation des ultimes déchets hydroréactifs présents dans la cellule 1, préparés pour le transport et évacués vers des centres agréés. Lors de la présente visite, la présence d'un béton maigre au niveau des zones endommagées de la dalle de la cellule 1 a été constatée.

**Commentaire n°6 :** consécutivement à ces constats, l'inspection des installations classées considère comme respecté l'article 1<sup>er</sup> des deux arrêtés de mise en demeure susvisés et propose à Monsieur le préfet de la Seine-Maritime de procéder à une levée partielle des arrêtés préfectoraux du 07 octobre 2024 à l'encontre des sociétés BOLLORE LOGISTICS et BLUE SOLUTIONS.

Les autres articles de ces deux actes, et notamment l'article 2 portant sur l'élimination de la pollution au lithium des eaux souterraines, restent pleinement applicables.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure